

Prochain G7 et sécurité au centre du voyage de Kishida Fumio en Europe et aux Etats-Unis

Jean-Yves Colin

N#2023-01

17 Janvier 2023

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.



Prochain G7 et sécurité au centre du voyage de Kishida Fumio en Europe et aux Etats-Unis

Jean-Yves Colin

17 Janvier 2023

Le Premier Ministre japonais Kishida Fumio a effectué entre le 9 et le 15 janvier 2023 un voyage qui l'a conduit dans cinq pays (France, Italie, Royaume-Uni, Canada et Etats-Unis) dont le point d'orgue a naturellement été son entretien avec le Président Biden à Washington. L'objectif de ce déplacement à la fois rapide et dense était double : préparer l'agenda de la prochaine réunion du G7 en mai prochain à Hiroshima (son fief électoral), le Japon en assurant la présidence et l'organisation cette année, et présenter la position de son pays en matière de sécurité suite à l'engagement, acté à la Diète en décembre, de doubler la part du budget des forces de défense de 1 à 2 % du PIB.

La visite de ces cinq pays du G7 devrait être complétée par une réunion intergouvernementale, de type 2+2, nippo-allemande, la première du genre, en mars prochain à laquelle participeront les Premiers Ministres Kishida et Scholz ainsi que leurs ministres des affaires étrangères. Ce format de rencontre est important pour Tokyo dans la mesure où il a déjà été mis en place avec la Chine et l'Inde.

Son voyage a donc débuté par Paris. Son séjour parisien a été marqué par une visite du site de Notre Dame, ce qui est sans doute du point de vue français, positif au regard de l'image de la France en termes de tourisme, et du choc provoqué par l'incendie de la cathédrale au Japon. Cette visite a néanmoins été en partie éclipsée dans les médias français par l'actualité du jour qu'étaient le projet de réforme des retraites, l'envahissement des sites du pouvoir politique à Brasilia...et la polémique née des déclarations du président de la fédération française de football.

Dans la conférence de presse préalable à leur dîner de travail, Emmanuel Macron et Kishida Fumio ont souligné le « partenariat d'exception » entre la France et le Japon, leurs longues traditions de réciprocité culturelle, et l'importance du Japon comme premier investisseur asiatique en France avec environ 100 000 emplois créés dans plusieurs régions et secteurs d'activité. Le Premier Ministre nippon a réitéré un thème constant de la diplomatie de son pays depuis une dizaine d'années : une zone Indo-Pacifique libre et ouverte, en insistant sur le caractère indissociable de cette zone et l'Europe dans le contexte d'un « avenir sécuritaire très tendu », et le rôle des exercices militaires conjoints. S'agissant du G7, il a mis en exergue plusieurs points de l'agenda proposé par le Japon : la préservation d'un ordre mondial libre et ouvert, fondé sur l'Etat de droit, le soutien à l'Ukraine et les sanctions contre la Russie, la sécurité énergétique et alimentaire, et la présentation de la nouvelle politique japonaise de sécurité, auxquels il en ajoute un qui tient à cœur au Japon depuis longtemps : la réforme du fonctionnement de l'ONU et notamment de son conseil de sécurité. Il a enfin annoncé la tenue au premier semestre de discussions 2+2 (Ministères des affaires étrangères et de la défense).

Dans leurs propos de conférence de presse chacun a évoqué, même très brièvement, le secteur de l'automobile comme un de ceux de la coopération franco-japonaise. Cette convergence langagière, aussi allusive qu'elle fut, peut apparaître comme un signe d'apaisement dans les

relations Renault-Nissan-Mitsubishi. La presse française a d'ailleurs le lendemain fait état d'un possible accord entre les parties en vue d'une restructuration capitalistique de cette alliance, avec à la clé une lettre du ministre français de l'économie à son homologue nippon, de nature à rassurer l'état-major de Nissan, méfiant à l'égard des projets français et des Pouvoirs Publics.

Les thèmes parisiens ont été évidemment repris lors des passages à Rome, Londres et Ottawa, en particulier celui du renforcement des capacités de défense et de coopération militaire. A Rome, le Premier Ministre nippon, s'appuyant sur le projet annoncé en décembre d'un nouvel avion de chasse conçu conjointement par Mitsubishi Heavy Industries, BAE System et l'entreprise italienne Leonardo, a souhaité élever les relations entre le Japon et l'Italie au rang de « partenariat stratégique », notamment par le biais de consultations bilatérales en matière de défense et sécurité. A Londres MM. Kishida et Sunak ont signé l'Accord relatif à l'accès réciproque qui facilite les exercices conjoints, de même nature que celui déjà conclu avec l'Australie. A Ottawa, c'est bien sûr la coopération pour la sécurité dans l'Indo-Pacifique qui a été au centre de la discussion entre MM. Kishida et Trudeau du fait de la détérioration des relations du Canada avec la Chine, qualifiée de « plus en plus perturbatrice » par les autorités canadiennes.

L'étape de Washington était la plus importante de ce voyage. Tout d'abord d'un point de vue formel. Si le Premier Ministre avait déjà rencontré le Président américain au Japon et à l'étranger depuis sa prise de fonction, il lui a fallu attendre un an et trois mois pour être officiellement reçu à Washington, alors que Abe Shinzo s'y était rendu deux mois après son investiture en 2012 et que son prédécesseur Suga Yoshihide avait attendu moins de six mois. Aussi Kishida Fumio a-t-il voulu souligner auprès de la presse « le caractère très généreux et cordial » de l'accueil du Président Biden et de la vice-Présidente Kamala Harris avec qui il a pris un petit-déjeuner avant de rencontrer le Président.

Sur le fond, le Premier Ministre nippon a été très satisfait d'entendre le Président lui dire en préambule de leur entretien : « Laissez-moi être très clair (*crystal clear*). Les Etats-Unis sont pleinement, complètement engagés envers notre alliance. Et, ce de manière plus importante encore, pour la défense du Japon ». En réponse, Kishida Fumio a déclaré que le Japon est parfaitement en ligne avec la stratégie américaine de sécurité et sa focalisation sur une défense intégrée quand « l'Indo-Pacifique fait face à des défis croissants, allant des actions inconsistantes de la Chine au regard d'un ordre international fondé sur l'Etat de droit aux provocations de la Corée du Nord ». Cette stratégie inclut l'échange d'informations (« *intelligence* ») entre eux, et avec la Corée du Sud s'agissant des essais de missiles nord-coréens.

Le communiqué final rappelle notamment que le traité de sécurité nippo-américain s'applique aux îles Senkaku et que « la position commune à l'égard de Taiwan est inchangée, à savoir la paix et la stabilité dans le détroit de Taiwan en tant qu'élément indispensable à la sécurité et à la prospérité de la communauté internationale ». Les deux leaders ont aussi convenu du maintien des sanctions contre la Russie et du soutien à l'Ukraine, en notant qu'« un quelconque usage de l'arme nucléaire par la Russie en Ukraine serait un acte d'hostilité contre l'humanité et injustifiable en aucune manière ».

Les questions de sécurité ont dominé ce sommet même si comme en Europe le Premier Ministre a évoqué la préparation du prochain G7 et si le communiqué final fait état d'une coopération

étroite pour en faire un succès et démontrer l'engagement des pays du G7 en faveur d'un ordre international fondé sur l'Etat de droit (formule à laquelle le Japon tient beaucoup). Bien qu'il y ait eu peu de commentaires économiques, il n'est pas anodin de noter que ce communiqué énumère les différentes instances au-delà du seul G7, au sein desquelles cette coopération doit tendre vers une prospérité globale : Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC), US-Japan Competitiveness and Resilience Partnership (CoRe), Economic Policy Consultative Committee, Space Framework Agreement, Indo-Pacific Economic Framework (IPEF), Partners in the Blue Pacific...A signaler que lors d'un discours à l'université Johns Hopkins le Premier Ministre a exhorté les Etats-Unis à revenir dans le Partenariat transpacifique (TPP) qui réunit 11 pays et est entré en vigueur en décembre 2018, mais qu'à l'initiative de Donald Trump les Etats-Unis n'ont pas rejoint contrairement à leur engagement initial.

Deux jours avant la rencontre Biden-Kishida, une réunion 2+2 tenue physiquement entre d'une part côté japonais le ministre de la Défense Hamada Yasukazu et le ministre des Affaires étrangères Hayashi Yoshimasa et d'autre part leurs homologues américains Lloyd Austin et Anthony Blinken, avait traité dans le détail de la stratégie des deux pays. Elle a notamment élargi cette stratégie à l'espace, en observant que la Chine et la Russie ont accru leurs efforts pour faire obstruction aux autres puissances dans l'espace, et développer des moyens par voie de missiles et d'armes laser pour interférer les systèmes de communication et détruire des satellites. D'autre part, le communiqué de cette réunion indique que Washington soutient fermement le développement de capacités de contre-attaque du Japon et que les deux pays procéderont à des opérations communes et du partage d'information s'agissant des sites de lancement de missiles. Les quatre ministres ont constaté leur accord sur la politique étrangère chinoise qui est une « inquiétude sérieuse pour l'alliance et toute la communauté internationale ». Aussi les deux pays ont-ils décidé d'étendre le partage d'infrastructures (ports, aéroports, bases...) et de mettre en place des moyens d'intervention rapide, notamment en vue de la protection des îles les plus lointaines du Japon.

De son côté, le porte-parole du Conseil National de Sécurité américain John Kirby, en parallèle de la réunion 2+2 a fait savoir que la stratégie de doublement des dépenses de sécurité du Japon en termes de pourcentage du PIB convient parfaitement aux Etats-Unis et est de nature à permettre un plus grand engagement du Japon dans la politique régionale de sécurité, notamment à travers des exercices militaires conjoints et avec des pays tiers. Il a ajouté que si le Japon demande une assistance pour améliorer ses capacités, les Etats-Unis y seraient certainement favorables, référence implicite à la demande nippone d'acquérir des missiles Tomahawk de dernière génération, qui implique un partage d'informations opérationnelles. Pour lui, le changement de la stratégie de défense du Japon amène l'alliance nippo-américaine dans un « âge moderne ».

Si beaucoup doit être fait au Japon même pour ce passage dans l'âge moderne, certains à Washington ont observé que les Etats-Unis avaient leur part du travail. Ainsi, une meilleure intégration des décisions entre les deux pays serait facilitée par une réorganisation des chaînes américaines de remontée d'information et de commandement, dans la mesure où actuellement les commandements des forces armées, aériennes, maritimes et des « Marines » sont distinctes au Japon et remontent chacun de leur côté au Commandement pour l'Indo-Pacifique des Etats-Unis.

Le voyage du Premier Ministre japonais lui a en définitive permis d'obtenir la « bénédiction » de ses partenaires du G7, et en particulier de Washington, en faveur de sa nouvelle stratégie nationale de défense. Il ne permettra pas d'écartera les reproches de Pékin ni de Pyongyang, voire de dissiper les craintes de certains à Séoul... ni n'apaisera l'ancien Président de la Russie Medvedev qui a qualifié Kishida Fumio de « personnel de service » des américains et lui a suggéré de commettre « seppuku », c'est-à-dire de s'éventrer ! A Tokyo, ce voyage réussi aidera probablement le Premier Ministre à faire taire ceux à la Diète qui pourraient se montrer réservés quant à sa nouvelle stratégie de défense, et faciliter sa mise en œuvre en termes de financement et de réalisation pratique dans les collectivités locales concernées. Il reste à Tokyo et Washington à passer à la réalisation d'une défense conjointe mieux intégrée et aux pays européens à trouver leur place dans ce dispositif pour le rendre suffisamment dissuasif auprès de la Chine, de la Corée du Nord et de la Russie.